

FONDS DE RECONSTRUCTION D'HAÏTI

MISE A JOUR EN DATE DU 23 MARS 2012

Titre du Projet:	Réhabilitation de 16 quartiers et retour volontaire des familles de 6 camps associés (projet 16/6) http://mdtf.undp.org/factsheet/project/00079920				
Entité Partenaire:	Nations Unies	Numéro de la Note Conceptuelle de la CIRH:			CN/000519
Objectif de Développement du Projet:	Réhabilitation de 16 quartiers pour améliorer les conditions de vie à travers la participation communautaire				
Secteur du PARDH¹:	Refondation territoriale : 4.1.1 reconstruction des zones dévastées (incl. utilisation des sols et planification stratégique), 4.1.3 Gestion des risques, 4.1.4 Pôles régionaux de développement et rénovation urbaine et 4.1.5 Aménagement du territoire et développement local			Secteur de la CIRH:	Logement
Agence(s) en Charge²:	BIT, OIM, PNUD, UNOPS				
Coût Total du Projet (US\$ millions):	US\$ 78,930,791	Montant Total Approuvé de Subvention du FRH (US\$ millions):	US\$ 30,000,000	Montant Total des Fonds du FRH transférés à l'Entité Partenaire (US\$ millions):	US\$ 30,000,000
Autres Bailleurs de Fonds (indiquer le montant par bailleur):					
Fonds du Projet décaissés (US\$ millions):	US\$ 4, 755,552	Pourcentage du Décaissement par rapport au coût total du projet:			17%
Fonds du FRH décaissés (US\$ millions):	US\$ 4, 755,552	Pourcentage des fonds du FRH décaissés par rapport au montant approuvé de la subvention du FRH³:			17%
Date d'Approbation Finale du CP du FRH:	21 Sep 2011	Date Effective du Projet⁴:			21 Sep 2011
Durée Prévue du Projet:	24 mois	Date de Clôture Envisagée du Projet :			21 Sep 2013

Agence assurant la Mise en Œuvre:	Type d'Organisation (Locale/ONG Internationale, Agence Gouvernementale, etc.):	Financement total du projet acheminé par le biais de l'Agence assurant la Mise en Œuvre (Budgétisé ou Réel):
IOM	Agence multilaterale	USD 3, 795,262
UNOPS	Agence de l'ONU	USD 16,351,606
ILO	Agence de l'ONU	USD 2,527,255
UNDP	Agence de l'ONU	USD 7,025,877

¹ Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti.

² Agence or Agences qui est/sont le(s) bénéficiaire(s) direct(s) de l'Entité Partenaire et qui est/sont responsable(s) de la supervision de la mise en œuvre du projet.

³ Ce pourcentage inclut les frais de 1% de l'agent administratif, en sus des fonds décaissés.

⁴ Date de réalisation de toutes les conditions d'efficacité du projet et du début de la mise en œuvre des activités de projet.

Indicateurs Quantitatifs de Résultats (y compris le but):	Progrès:	Pourcentage de ce qui a été planifié:
Composante 1. Les déplacés des 4 camps associés aux 8 quartiers cibles ont trouvé une solution durable de logement		
1.1. 2750 familles de déplacés ont retrouvé une solution de logement durable et viable grâce l'appui des services de protection communautaire	- Enregistrement des familles des camps et validation des listes par les autorités locales et les comités des camps, y compris une sélection des plus vulnérables	100%
	- Création et opérationnalisation d'une stratégie de communication de 24 mois, y compris la mobilisation communautaire, des campagnes publiques et la diffusion de l'information.	100%
	- Travaux de cas, famille par famille pour 2750 familles, le soutien aux résidents dans les camps	80%
	- La gestion des bases de données - Etablir un système d'application ainsi que la vérification technique et juridique de chacune des propriétés louées proposées	100%
	- Organisation d'activités de formation et de sensibilisation pour les personnes déplacées sur leurs droits et responsabilités en référence aux droits nationaux et internationaux.	0%
1.2. Les 4 camps sont progressivement fermes et l'espace public est réhabilité	- Transfert de cash: distribution, la gestion et le suivi de la distribution de la subvention de location	74%
	- Suppression progressive des abris (tentes) et la réhabilitation des sites - le retour aux autorités	50%
	- Un suivi efficace des solutions de retour effectué et le statut des bénéficiaires	26%
Composante 2. Le retour vers les 8 quartiers d'origine est facilité par la reconstruction de l'offre de logement de qualité		
2.1. Les débris ont été enlevés afin de permettre la réhabilitation physique du quartier	- Cette activité concerne le projet de débris II. Pas de réhabilitation physique interrompue dans le projet 16/6 à cause des débris.	N/A
2.2. Les acteurs de la construction sont formés et respectent les normes et standards du gouvernement	<p>- Modules de formation Deux modules de formation d'ILO (Modules de Formation de Formateurs et Formation des travailleurs) sur les techniques de construction résistantes aux tremblements de terre ont été rédigées par une équipe multidisciplinaire constituée du:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), représenté par l'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP), ▪ Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication (MTPTC), ▪ Les institutions nationales de formation professionnelle accréditées, ▪ Coopération suisse, ▪ UNHABITAT et ▪ ILO <p>Les deux manuels (formateurs et formés) ont été rédigés et seront finalisés au niveau technique et pédagogique le 31 Mars 2012.</p> <p>- Les Top 5 des compétences en construction en demande dans les communautés ciblées : Cinq compétences en construction (5) en demande ont été identifiées et ciblées par l'équipe: Maçonnerie, Charpente de</p>	25%

	fer, de coffrage, de Plomberie et Electricité.	
2.3. 1150 maisons endommagées (Jaune) sont réparées selon les normes et standards du gouvernement	- Recrutement de l'Equipe (Maisons et Infrastructure)	90%
	- Information communautaire	50%
	- Sélection des maisons à être réparées sur la base des zones à risque	50%
	- Evaluation des dommages et travaux de réparation	9%
	- Renforcement des acteurs techniques dans la construction et la mise en œuvre de plans de certification de la qualité	100%
	- Signature de contrat avec les bénéficiaires	3.7%
	- Réparation des maisons en accord au manuel de réparation et de contrôle de qualité du MTPTC	0%
2.4. Une solution progressive est développée (progressive corehousing) pour répondre à la problématique des maisons rouges	- Recrutement d'un Conseiller en logement;	10%
	- Recrutement d'un Conseiller communautaire / coordonnatrice pour nous aider à s'engager avec les collectivités en particulier sur les questions de logement.	
	- Identification, étude et cartographie d'une zone pilote pour les éventuelles premières initiatives avec les engagements des familles pour trouver des solutions et des stratégies différentes basées sur les fonds et revenu disponible.	
	- Assurer la liaison avec le Conseiller de la Banque Mondiale sur les solutions de logement multiple et le lancement de la stratégie dans une zone pilote de Morne Hercule.	
	- Rencontre avec le cabinet d'avocats qui a développé le nouveau décret sur le cadre de copropriété.	
	- Discussions entamées avec différents fournisseurs potentiels de crédit au logement.	
Composante 3. Une meilleure réhabilitation des 8 quartiers cibles est promue sur la base des priorités des habitants		
3.1. Des plateformes communales sont renforcées afin d'appuyer l'identification des solutions de logement et d'accompagner le processus de retour dans les quartiers	- Mis en place et renforcement des capacités des Plateformes communautaires des 8 quartiers. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Termes de Références approuvés et validés par tous les partenaires ▪ 4/8 plateformes communautaires établies et validées à date à Morne Hercule, Morne Lazare (28, 29 janv. 2012), Nerette et Jalousie (25, 26 Feb 2012). ▪ Les autres 4 sont établies et partiellement validées 	75%
	- Activités prévues pour le renforcement des plateformes communautaires <ul style="list-style-type: none"> ▪ Atelier de travail pour une meilleure compréhension 	20%

	<p>des Termes de Références des Plateformes communautaires (22-29 Mars 2012)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation (Avril 2012) <ul style="list-style-type: none"> ○ Mobilisation et planification communautaire ○ Gestion et prévention de conflits ○ Leadership communautaire ○ Gestion organisationnelle et développement communautaire ○ Technique d'argumentation ○ Mobilisation sociale ○ Initiation aux droits administratifs ○ Elaboration et gestion de projets 	
	<ul style="list-style-type: none"> - Activités de communication prévues dans les quartiers pour les trois prochains mois: <ul style="list-style-type: none"> ○ Concours de texte (16 Mars 2012) ○ Tournoi de football inter-quartiers à partir du 15 Avril, 2012) ○ Concert des jeunes artistes des quartiers (Fin Avril) ○ Visite guidée pour les médias haïtiens dans les 16 quartiers (mi-Avril 2012) ○ Interventions dans les medias (Radio, Télé) avec la participation des membres de plateformes communautaires (Fin Mars) ○ Visite guidée avec les médias étrangers (mai 2012) 	15%
<p>3.2. L'accès aux services, identifiés comme prioritaires par les habitants du quartier, a été augmenté et la vulnérabilité des quartiers a été diminuée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un profil socio-économique de base a été réalisé dans les quartiers par les mobilisateurs communautaires de l'UNOPS. <p>Principales constatations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les services sociaux et de base prioritaires pour la communauté : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction / réparation du système d'eau potable et assainissement ▪ Réhabilitation des services de santé et d'éducation ▪ Support pour l'électrification et éclairage public ▪ Construction d'infrastructures communautaires (espace, installations sportives) - Mise en place de mécanismes d'entretien (non prévu pour le trimestre mais les plans préliminaires ont été décrits et sont donnés ci-dessous.) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'associations pour collecter et gérer les déchets. ▪ Regroupement de tous les vendeurs d'eau dans les quartiers - (à la fois formel et informel) et les inclure dans le programme. ▪ Faciliter la certification des ouvriers pour l'infrastructure, ce qui contribuera à augmenter leur capacité pour les activités génératrices de revenus. ▪ Associations communautaires pour gérer l'électricité et l'eau 	15%

	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du réseau routier (non prévu pour ce trimestre, mais des travaux préliminaires ont été engagés) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lancement du processus de définition des routes primaires et secondaires et des sentiers, ainsi que les calculs de coûts pour les routes ciblées et les voies d'accès dans les 4 quartiers prioritaires. ▪ Travaux sur la route de Charlemagne Péralte (qui relie les routes tout au long de Péton-Ville à Delmas 33) sont coordonnés avec la MINUSTAH. ▪ Processus de validation de l'intervention en cours avec le MTPTC, le Maire de PV et le Directeur du PMU afin de commencer les travaux le 19 Mars (2 mois) 	
<p>3.3. L'accès à l'emploi et aux revenus dans les quartiers est amélioré</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de l'équipe technique; - Documentation des trois modèles d'affaires (marché) inclusif finalisée; - Matériaux pour lancer le programme de développement des fournisseurs (PDF) ont été traduits; - Accord avec le Ministère du Commerce pour établir le PDF comme une initiative nationale; - Appui à 800 femmes entrepreneures a commencé: la formation professionnelle ainsi que la gestion des affaires et l'accès aux marchés. - Le package de formation du programme de formation en Business Management a été finalisé - Création d'opportunités d'emplois <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous les travaux routiers à Morne Hercule sont actuellement à l'étude utilisant l'approche de mise en œuvre directe, afin de faciliter la formation et la création d'emplois dans les quartiers. L'idée initiale est d'avoir environ 50-100 travailleurs en provenance des communautés. L'objectif ultime sera de faciliter la création de micro-entreprises dans les communautés ciblées par projet 16/6. - L'évaluation des besoins en compétences à Port au Prince a débuté. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une analyse du secteur de la microfinance a été conclue par le BIT. Entre autres constatations, il a été identifié qu'il n'existe pas de micro-crédit pour le secteur de la construction sur le marché. Par conséquent, un produit de prêt spécifique pour le secteur de la construction a été élaboré par le BIT en collaboration avec un partenaire national de microfinance. Le BIT a financé une institution de microfinance afin de fournir une ligne de crédit pour les acteurs de la construction des quartiers sélectionnés. Ils seront également appelés à financer des fournisseurs afin de potentiellement accroître leurs capacités commerciales, financières ou opérationnelles. 	<p>30%</p>
<p>3.4. Une analyse des zones à risques permet le plan de restructuration participatif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des risques Micro zonal <ul style="list-style-type: none"> ▪ La compagnie contractante choisie a finalisé les cartes de risques concernant l'Évaluation de risques micro-zonale dans les trois premiers quartiers prioritaires; ▪ Les cartes pour les cinq autres quartiers sont en cours 	<p>37.5%</p>

	<ul style="list-style-type: none"> de finalisation; ▪ Le rapport, les fichiers KMZ et les cartes pour Morne Lazare, Morne Hercule et Nerette sont prêts à orienter les interventions en matière de réparation et de construction des acteurs; ▪ Les autorités locales ont été engagées, afin d'intégrer cet outil dans leur planification urbaine; ▪ Les cartes ont été partagées avec les partenaires qui effectuent des exercices de planification communautaire, de sorte que les communautés puissent être sensibilisées, et comprendre les implications et les inclure dans leur exercice de planification. 	
	<p>- Plan urbain participatif</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le processus de planification avec les communautés cibles est en cours; plusieurs Focus Groupes de discussion préliminaires ont été réalisés avec les membres de la communauté pour identifier les projets prioritaires. ▪ La délimitation des quartiers a été convenue avec les communautés. ▪ Cartographie des 16 quartiers est en cours de préparation, l'achèvement de 75% sur la base de la thématique préalablement définie. 	75%
<p>Composante 4. Les acteurs haïtiens sont appuyés afin de mener à bien la reconstruction en Haïti en appliquant le modèle des 8 quartiers</p>		
<p>4.1. Système de gestion des connaissances mis en œuvre en vue de la portée à l'échelle du programme, sa replicabilité et sa pérennité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La stratégie de Gestion de Connaissances a été présentée, et est en cours de finalisation avec le concours de tous les acteurs impliqués dans le projet - Une session de formation pratique a été réalisée sur l'espace créé pour le projet sur Teamworks. Cet espace a été conçu pour appuyer la composante de Gestion de Connaissances du projet. Tous les acteurs du projet sont encouragés à utiliser cet outil à la fois simple et utile dans le but de faciliter la coordination, la communication et le partage d'information. Des documents clés ont déjà été téléchargés sur cet espace. 	20%
<p>4.2. Système de Suivi Evaluation pour le suivi administratif et substantif du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La personne en charge de S&E et de la Gestion de la Connaissance a été au Bureau Régional du Panama du 23 au 30 Janvier 2012 afin de suivre un séminaire sur la Gestion axée sur les Résultats. Cette formation avait pour but de permettre à la Chargée de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances d'avoir une compréhension commune des concepts de base selon l'approche GAR. Au cours des ces séances, il a été discuté de la Stratégie de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances, des Termes de Référence pour l'Enquête de base ainsi que du cadre d'indicateurs, toujours selon l'approche de GAR - Un atelier de travail de 3 jours a été organisé les 5,7 et 9 Mars 2012 dans le but de présenter et de valider les Stratégies de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances du Projet et de discuter du Cadre des indicateurs du projet. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mission de Panama ainsi qu'un consultant embauché pour la période étaient présents afin de faciliter les 	20%

	<p>sessions</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les stratégies de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances ont été présentées, discutées avec les différentes agences afin de recueillir leurs commentaires ○ Le cadre d'indicateurs a été discuté et finalisé avec l'appui des agences ○ Le format du Dashboard à utiliser dans le cadre du projet a été présenté et validé ○ Le Di-Monitoring, une plateforme d'interopérabilité conçue par Dev-Info, qui sera utilisé dans le cadre du projet afin de suivre les réalisations par indicateurs du projet a été discuté et accepté par tous les participants <p>Durant les discussions entre les participants de l'atelier, l'accent a été mis sur la nécessité d'avoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ une base de données commune pour toutes les composantes du projet ○ une de matrice claire et bien établie des Rôles et Responsabilités des Chargés de Suivi et Evaluation des différentes agences et du PMU ○ une meilleure coordination et partage d'informations spécialement pour la composante de Suivi et Evaluation du projet <p>Comme suivi à la demande d'une base de données, le processus de recrutement d'un expert en conception de bases de données multicomposantes est en cours.</p> <p>Dans le but d'améliorer la coordination entre l'Equipe de Suivi et Evaluation du Projet, des réunions de coordination périodiques ont été décidées. La plus prochaine sera le 28 Mars 2012. L'objectif de cette rencontre sera de finaliser le cadre d'indicateurs.</p>	
--	--	--

Réalisations Qualitatives par rapport aux résultats attendus⁵:

- Plateformes communautaires

4 plateformes communautaires ont été mises en place et validées dans 4 communautés à la fin de février 2012.

Pendant la période considérée, il y a eu des problèmes avec la plateforme Morne Hercule (voir contraintes indiquées ci-dessous) mais la question a été résolue à ce stade. Un suivi étroit doit être maintenu sur la situation de cette plateforme. Il est important de souligner que c'est la composante la plus complexe du projet, vu qu'il implique le leadership des communautés. Gérer les attentes de la plateforme et à son tour la communauté est essentiel pour tout le processus de travail.

- Réparation

Les étapes importantes de ce trimestre étaient la finalisation du processus d'acquisition du 1^{er} lot pour les travaux de réparation, et des sous-contrats pour la phase-pilote de la réparation. Un protocole relatif au processus de réparation a été réalisé comme guide pour les ingénieurs et les sous-traitants aussi bien que pour la formation des propriétaires et de travail de chantier sans risque.

⁵ Inclut (i) réalisations qualitatives (ii) étapes clés (actuelles ou futures) et (iii) tout changement significatif dans les composantes du projet ou les réallocations budgétaires.

- **Logement**

Le défi principal de la composante de maisons rouges de 16/6, indépendamment des facteurs externes : est le coût alloué de 3500,00 USD pour la reconstruction des maisons, qui est de loin insuffisant pour pouvoir être mis en application comme un projet autonome. Il a été déterminé que la seule façon de mettre en œuvre ce projet et d'arriver à un résultat concret avec ce montant alloué est de l'inclure dans une combinaison de crédit au logement afin de compléter la quantité financée. Le projet a lancé des discussions avec quelques acteurs appropriés, à savoir la Banque Nationale de Crédit (BNC) qui contrôle le programme de Kay Pam, Fonkoze, BPH, et autres. Pendant le prochain trimestre, le projet compte installer un pilote de ce projet.

Un conseiller de logement, spécialisé dans le développement des solutions pour le logement, les services communautaires et infrastructure dans les bidonvilles informels urbains latino-américains a été embauché et se concentrera entièrement sur le développement et déploiement des stratégies de logement du projet. Il est prévu que cette personne apporte un appui technique, si nécessaire, à l' « Unité de Construction et de Logement et de Bâtiment Publics (UCLBP) ».

- **Eau et électricité**

Le processus d'acquisition est lancé pour l'achat de 40 réverbères solaires pour chacune des 4 communautés. En outre, avec l'UNFPA et l'USAID, un nombre supplémentaire de lampes sera également ajouté pour chaque quartier. Le nombre estimatif total prévu pour chaque communauté est de 60. L'emplacement précis pour les installer est discuté avec les plateformes communautaires. L'idée n'est pas d'installer un réseau électrique parallèle à l'EDH mais de s'assurer que la sécurité publique est augmentée.

Discussions avec les organismes gouvernementaux : OREPA et DINEPA ont été lancées. Le projet essaie d'améliorer le système actuel d'accès informel au service et les points de vente informels à un service qui est géré par la communauté afin d'assurer un accès à l'eau potable pour tous à un prix régularisé.

La sélection d'une entreprise est en cours d'analyse afin de développer des partenariats public-privé (PPP) par lesquels les petites entreprises dans les quartiers peuvent offrir des services de maintenance.

- **Hygiène et environnement**

Le contact a été établi avec l'association des recycleurs pour voir comment une organisation communautaire orientée peut être mise en place pour acheter les bouteilles en plastique au prix de 5 HTG la livre. L'association prévue aura la capacité de présenter des plans d'action aux communautés afin de générer du revenu et de créer de l'emploi. Les mêmes s'appliqueront au métal et au verre, qui seront développés ultérieurement.

Des Focus Groupes de discussion ont été menés et un des marchés inclusifs analysé où une chaîne de valeur a été étudiée, montrant quelques-uns des liens à renforcer.

Pour WASH, un expert local a rejoint l'équipe afin d'offrir des solutions basées sur la communauté qui permettront l'enlèvement des excréments et garantiront un processus plus sûr et viable de gestion des déchets.

Des équipes de la communauté seront formées afin d'aider au nettoyage des ravins et des canaux de drainage suivant une campagne massive de sensibilisation prévue. Des détails de cette activité seront encore élaborés dans le prochain rapport.

En conclusion, le projet est en discussion avec l'organisation des Viva-Rio pour mettre en application des usines de gestion des déchets au sein des communautés qui permettront le filtrage des déchets.

- **Formation en construction**

Fournir un diplôme d'Etat aux travailleurs semi-qualifiés en construction passe par plusieurs étapes importantes: i) qualifier les travailleurs locaux à participer immédiatement à la reconstruction en toute sécurité de leur quartier ii) donner une dignité et un statut aux travailleurs qui n'ont jamais eu un certificat reconnu par l'État, iii) soutenir le gouvernement dans la mise en place d'un système permettant la certification des travailleurs semi-qualifiés (ce qui représente 98% de la main-d'œuvre active haïtienne), iv) participer dans la reprise économique des quartiers affectés, v) et avoir un certain nombre de travailleurs qualifiés en construction pour la construction sûre et à long terme de Port-au-Prince.

- **Répliquabilité**

En six mois d'exécution, le projet a réussi à s'établir comme un modèle, approprié par le gouvernement haïtien. USD 19,9 mm

supplémentaires ont été approuvés pour reproduire le projet au Champs de Mars. 30 USD MM supplémentaires sont en cours de négociation pour le reproduire à Jalousie. Cela représente un succès important.

- **Institutionnalisation**

Le 16/6 est devenu l'un des trois piliers établis par l'Unité de Logement (UCLBP), qui est l'institution que le gouvernement a créée pour diriger la reconstruction et les interventions de logement dans le pays. Le premier pilier est Bâtiments Publics, le second, Logement et le troisième, qui est représenté par 16/6, est l'Habitat.

Défis et autres commentaires⁶:

- **La dépendance des activités des autres activités associées pour le démarrage des travaux.**

Comme la plupart des résultats et des activités sont reliés entre eux et que tous ne nécessitent pas le même temps de mise en place, certaines activités ont été brièvement retardées.

- **Communication**

Considérant le nombre de partenaires et la complexité de l'exécution du projet, l'information n'est pas toujours partagée au moment opportun, créant quelques malentendus. Tenant compte de la pertinence de la composante humaine dans ce projet, ces situations de désinformation ont eu des effets certains. Ils ont néanmoins été adressés à temps.

- **Coordination**

Le budget disponible est limité. Il rend évident et donc nécessaire de coordonner avec d'autres partenaires qui viennent avec leurs propres ressources. La coordination avec les institutions gouvernementales, et d'autres agences de développement et les ONGs, rend la mise en œuvre plus difficile.

- **Difficultés avec les Plateformes communautaires**

4 plateformes de la communauté ont été créées et validées jusqu'à présent, toutefois la toute première initiative pour la réparation ne s'est pas passée comme prévu à Morne Hercule. Les raisons de cet incident sont :

- Manque d'information
- Discorde parmi les membres de la plateforme
- Avantages financiers promis par des agences partenaires pour l'appui donné ce qui a rendu très difficile la mobilisation de la plateforme sans aucune incitation financière.
- Identification des sous-contractants à mobiliser dans les communautés, ce qui a retardé les travaux de réparation de 2 semaines.

- **Budget**

Processus de retour

Il y a une différence entre les quartiers d'origine et les quartiers de retour. Ce qui est logique, car les familles ont reçu une subvention de location avant que la réhabilitation des quartiers ait commencé. Par conséquent, étant donné qu'ils ont besoin de trouver un logement à louer, ils peuvent trouver des appartements non seulement dans leurs quartiers d'origine, mais dans d'autres qui n'auraient pas été si touchés par le tremblement de terre et ont un stock de logements.

Comme le nombre de personnes résidant de certains camps était moindre que les ressources allouées, certains fonds pourraient être réorientés de manière à travailler avec le cinquième camp (budget initial a couvert 4 camps: 2 financés par l'OTI, 2 par le HRF).

Composante de logement

Il faut noter que le budget des composantes de logement et d'infrastructure a été réduit suite aux contraintes de financement. La première phase du projet ne couvre pas tous les besoins en logement et infrastructure des 8 quartiers prioritaires, la prochaine phase de financement devra donc prendre ce point en considération. La quantité budgétisée pour la construction de maisons rouges (3500\$) est trop faible. Elle doit être combinée à une autre stratégie qui la rendra suffisante pour que des travaux significatifs puissent être effectués. Cependant en Haïti le système de crédit/prêt est faiblement

⁶ Tel qu'applicable inclut (i) les raisons des délais accusés pour le projet, (ii) les challenges de la mise en œuvre, (iii) statut du financement (écarts de financement, nouvelles sources de financement, ou changements aux contributions initiales), et (iv) toute autre information pertinente.

développé et donc un système entièrement nouveau doit être mis en place pour que cette activité puisse être réalisée.

- **Formation en Construction**

Le programme de construction du BIT est pratique et vise à être exécuté sur les sites de construction, toutefois le BIT ajustera le démarrage de ces formations sur le calendrier de construction de l'UNOPS. Ceci rendra la planification des formations plus difficile mais sera une situation gagnant-gagnant pour les deux agences et permettra d'économiser des fonds dans le projet.

- **Réhabilitation des quartiers**

- L'exercice de planification communautaire a dû être adapté afin de répondre à certains besoins de mise en œuvre de la composante des biens et services de base. Le budget est respecté.
- Le Plan de Prévention des Risques a respecté les délais et devient une contribution pour l'exercice de planification. Une partie du budget d'infrastructure a été alloué à cet effet.
- Les plateformes communautaires avancent comme prévu, avec quelques obstacles liés aux dynamiques intra-communautaires. Jusqu'à présent, le budget n'est pas un sujet de préoccupation, il est possible que d'autres mobilisateurs sociaux soient nécessaires.
- Pour l'infrastructure communautaire, comme cela avait été clairement établi dans le document de projet, il faudra donner la priorité à des travaux nécessaires dans chaque quartier. Le projet ne sera pas en mesure de couvrir tous les thèmes d'intervention et c'est pourquoi les communautés donneront la priorité aux interventions, avec une orientation technique.
- Pour les activités génératrices de revenus, les ressources peuvent être limitées à aider les MPME à devenir plus compétitives, l'assistance technique sera fournie, mais le budget très limité est disponible pour mettre en œuvre les améliorations définies

Annexes

1. Financial Report

Project 16/6 Financial Report							
9-Mar-12							
In USD							
Component	Financial Summary						
	IOM	UNOPS	BIT	UNDP	Total Expenses	Actual Budget	Remaining to date
Composante 1:	1,122,855.56	0.00	0.00	0.00	1,122,855.56	2,647,207.00	1,524,351.44
Composante 2:	0.00	2,151,298.00	213,109.00	21,397.78	2,385,804.78	11,579,331.00	9,193,526.22
Composante 3:	0.00	431,984.00	200,000.00	179,639.40	811,623.40	9,962,924.00	9,151,300.60
Composante 4:	0.00	0.00	0.00	13,897.88	13,897.88	1,254,440.00	1,240,542.12
Communication	0.00	0.00	0.00	26,120.84	26,120.84	1,451,445.00	1,425,324.16
Secretariat technique	0.00	0.00	0.00	253,138.80	253,138.80	861,663.00	608,524.20
Frais de Gestion (7%)	78,599.89	0.00	28,917.63	34,593.62	142,111.14	1,942,990.70	1,942,990.70
Total Expenses per agency	1,201,455.45	2,583,282.00	442,026.63	528,788.32	4,755,552.40	29,700,000.70	25,086,559.44
Total Budget per agency	3,795,262.18	16,351,607.32	2,527,254.40	7,025,876.80			
Remaining per agency	2,593,806.73	13,768,325.32	2,085,227.77	6,497,088.48			
% spend per Agency	31.66%	15.80%	17.49%	7.53%	16.01%		